

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 14/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEFIR - ENGIE Réseaux

Agence IDF Nord - La perspective Seine-Bât B
84 rue Charles MICHEL - CS 20021
93200 Saint-Denis

Références : ud95-2025-0164
Code AIOT : 0006505673

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2025 dans l'établissement SEFIR - ENGIE Réseaux implanté ZUP de Sannois Rue Jean de Florette 95130 Franconville. L'inspection a été annoncée le 16/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEFIR - ENGIE Réseaux
- ZUP de Sannois Rue Jean de Florette 95130 Franconville
- Code AIOT : 0006505673
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le réseau de chaleur exploité par la société SEFIR (groupe ENGIE RESEAUX). Il est géré par une délégation de service public, le délégant étant le SICSEF. La délégation de service public a démarré le 1er juillet 2011 pour une durée de 18 ans (fin en juin 2029). Le réseau alimente les clients en eau chaude sanitaire et eau chaude de chauffage basse pression.

Le réseau de chaleur est alimenté par 4 chaufferies :

- la chaufferie biomasse (opérationnelle depuis 2014), d'une puissance de 10 MW ;
- la chaufferie FOSSES TREMPES, d'une puissance de 24,28 MW ;
- la chaufferie LOGIS VERTS, objet de la présente inspection, d'une puissance de 30,91 MW ;
- la chaufferie MONDETOUT, d'une puissance de 18 MW.

Chaque chaufferie dispose en plus d'un échangeur de 6 MW.

Les 3 chaufferies « historiques » (Fossés trempés, Logis Verts et Mondétour) n'étant pas reliées entre elles, la nouvelle chaufferie biomasse a été conçue pour mailler le réseau.

Ainsi, chaque chaufferie dispose d'un échangeur de chaleur permettant de récupérer la chaleur en provenance de la chaufferie biomasse qui fonctionne en apport principal au réseau.

L'établissement inspecté est SEFIR LOGIS VERTS. Cette chaufferie est composée de 3 chaudières, d'une cuve de stockage de fioul ainsi que 2 moteurs de cogénération.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation de stockage de fioul	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 1.1 et R181-46	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	12 mois
2	Conformité de l'installation de cogénération	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3 et R181-46	/	Demande d'action corrective	12 mois
6	Bacs de rétention	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6 bis	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 4	Sans objet
4	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 5	Sans objet
5	Surveillance des rejets atmosphériques par un organisme extérieur	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 3.2.4.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Consigne d'exploitation destinées à prévenir les accidents	Arrêté Préfectoral du 03/02/2014, article 7.3.1	Sans objet
8	Travaux d'entretien et de maintenance de la tuyauterie	Arrêté Préfectoral du 03/02/2014, article 7.3.4	Sans objet
9	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 03/02/2014, article 7.3.3	Sans objet
10	Registre MCP	Code de l'environnement du 12/02/2025, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R.515-116	Sans objet
11	Démarrage et arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a relevé 3 non-conformités.

La chaufferie n'utilise plus le fioul comme combustible. L'exploitant ne s'est pas positionné sur la remise en conformité ou la cessation de l'installation de stockage de fioul.

Les moteurs de cogénération ne sont plus utilisés depuis début 2024. L'exploitant ne s'est pas positionné sur la remise en conformité ou la cessation de l'installation de cogénération.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation de stockage de fioul

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 1.1 et R181-46
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité de l'installation de stockage de fioul
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 13/09/2022
Prescription contrôlée : <p>Article 1.1 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 22/12/2008 L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.</p> <p>---</p> <p>Code de l'Environnement - R181-46 II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Constats : <p>L'exploitant a expliqué qu'il n'utilise plus de fioul depuis 2016 et donc n'utilise plus le stockage de fioul. Depuis le passage de l'inspection en 2022, l'exploitant ne s'est pas positionné sur la remise en conformité de l'installation de stockage de fioul ou sur la cessation de cette installation. L'exploitant a expliqué que leur contrat finit en 2029.</p> <p>L'exploitant a signalé que l'installation comporte toujours de nombreuses non-conformités et pour les lever, il faut engager des travaux.</p> <p>L'installation comprenait 2 cuves de stockage de fioul et l'une de ces cuves a été enlevée en 2016. Lors de la visite, l'Inspection a pu constater que les vannes ont été condamnées à l'aide de cadenas, la cuve de stockage a été vidée, d'après l'exploitant, et les jauges ont été sorties de la cuve (exposées dans la salle d'à côté).</p> <p>La non-conformité est maintenue.</p> <p>Non-conformité : L'installation de stockage de fioul n'étant plus sollicitée lors de l'exploitation courante de la chaufferie et comportant des non-conformités, il est demandé à l'exploitant de se positionner sur la remise en conformité ou la cessation de l'installation de stockage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 2 : Conformité de l'installation de cogénération

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3 et R181-46
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité de l'installation de cogénération
Prescription contrôlée : Article 3 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. --- Code de l'Environnement - R181-46 II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant a fourni le relevé de fonctionnement des installations de cogénération et le « Contrat d'achat de l'énergie électrique produite par une installation de cogénération rénovée et bénéficiant de l'obligation d'achat d'électricité » en date du 14 février 2013 et indiquant que la date d'échéance du contrat est le 23 février 2024. L'exploitant a expliqué qu'il n'utilise plus l'installation de cogénération depuis le 23 février 2024. En effet, cette installation n'est mise en fonction que s'il y a un contrat d'achat d'électricité en cours. L'exploitant ne sait pas si un nouveau contrat sera signé dans les années à venir. L'exploitant a signalé que l'installation comporte des non-conformités (notamment sur les rejets atmosphériques). Pour lever ces non-conformités, l'exploitant indique que des travaux sont nécessaires. Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'installation de cogénération a été mise à l'arrêt et chacun des moteurs de cogénération a été recouvert de bâches, les moteurs vidangés et déconnectés du réseau. L'inspection a présenté une autorisation de travail indiquant que cette opération, nommée « cocooning » a eu lieu les 21 et 22 janvier 2025 par la société CEF. La prescription contrôlée n'est pas respectée. Non-conformité : L'installation de cogénération n'étant plus sollicitée lors de l'exploitation courante de la chaufferie et comportant des non-conformités, il est demandé à l'exploitant de se positionner sur la remise en conformité ou la cessation de l'installation de stockage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

ARTICLE 4 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 3.2.3 de l'ARRÊTE PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE DU 3 FÉVRIER 2014

L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03 février 2014 est remplacé comme suit :

ARTICLE 3.2.3 VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo Pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous. Les valeurs limites suivantes sont applicables entre le 20/12/2018 et le 31/12/2024 :

Les valeurs limites suivantes sont applicables entre le 20/12/2018 et le 31/12/2024 :

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n° 1 – 2 – 3 gaz naturel	Conduit n° 1 – 3 fioul lourd	Moteurs de cogénération 1 et 2 gaz naturel
Concentration en O ₂ de référence	3,00 %	3 %	15,00 %
Poussières		50	
SO ₂		1700	
NOx en équivalent NO ₂	120	550	130
CO	100	100	100
COV _{NM} en C total		110	Formaldéhyde = 15
HAP		0,1	
Métaux (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn et leurs composés)		20	
Cd + Hg + Tl et leurs composés		0,05 par métal et 0,1 pour la somme	
As + Se + Te et leurs composés		1	
Pb et ses composés		1	

Les valeurs limites suivantes sont applicables à compter du 01/01/2025 :

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n° 1 – 2 – 3 gaz naturel	Conduit n° 1 – 3 fioul lourd	Moteurs de cogénération 1 et 2 gaz naturel
Concentration en O ₂ de référence	3,00 %	3,00 %	15,00 %
Poussières		30	
SO ₂		350	
NOx en équivalent NO ₂	120	550	130
CO	100	100	100
COV _{NM} en C total		110	Formaldéhyde = 15
HAP		0,1	
Métaux (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn et leurs composés)		20	
Cd + Hg + Tl et leurs composés		0,05 par métal et 0,1 pour la somme	
As + Se + Te et leurs composés		1	
Pb et ses composés		1	

Ces valeurs limites s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations.

Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.

Constats :

1) Les chaudières

L'exploitant a fourni le rapport de « Mesures des émissions atmosphériques » réalisé et rédigé par la société BUREAU VERITAS en date du 05/11/2024, ainsi que les mesures de rejets atmosphériques trimestrielles réalisées avec leur valise de chaufferie.

La chaudière n°2 n'a plus de brûleur depuis décembre 2023, à la demande de l'Inspection du Travail suite à la chute d'un employé de la passerelle Ainsi, la chaudière n°2 n'a pas fonctionné durant l'année 2024.

Lors de la visite, l'Inspection a constaté l'absence du brûleur.

Les émissions atmosphériques des chaudières n°1 et n°3 ont respecté l'arrêté préfectoral durant l'année 2024.

La prescription contrôlée est respectée.

2) L'installation de cogénération

L'installation de cogénération n'est plus mise en fonction depuis le 23 février 2024 (voir fiche N°2 : Conformité de l'installation de cogénération).

L'exploitant a fourni le rapport de « Mesures des émissions atmosphériques » réalisé et rédigé par la société APAVE en date du 10/01/2024. Ce rapport indique que les rejets atmosphériques ne sont pas conformes pour les deux moteurs de cogénération.

Le premier moteur n'est pas conforme au niveau des NOx et le second moteur n'est pas conforme pour les NOx et les formaldéhydes.

Cependant, l'installation de cogénération n'est plus utilisée depuis le 23 février 2024. Cette installation n'est mise en fonction que s'il y a un contrat d'achat d'électricité en cours et ce dernier s'est achevé le 23 février 2024. L'exploitant ne sait pas si un nouveau contrat sera signé dans les années à venir. L'exploitant a donc consigné les moteurs de cogénération.

De plus, l'exploitant a informé l'Inspection que les non-conformités liées aux rejets atmosphériques, ne pourront être levés qu'à la suite de travaux.

L'inspection considère que la prescription contrôlée est respectée mais l'exploitant devra veiller à respecter cette prescription lors de la remise en route des moteurs de cogénération.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 3.2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 05/06/2022

Prescription contrôlée :

L'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03 février 2014 est remplacé comme suit :

ARTICLE 3.2.4 PROGRAMME DE SURVEILLANCE

Article 3.2.4.1 Autosurveillance des émissions atmosphériques

La surveillance des émissions dans l'air est réalisée par l'exploitant selon le tableau ci-dessous :

Fonctionnement au gaz naturel (en période de fonctionnement) :

Cheminées	NOx	CO	Formaldéhyde
Chaudières 1 – 2 – 3	Mesure trimestrielle	Mesure annuelle	
Moteurs de cogénération 1 – 2	Mesure trimestrielle	Surveillance permanente d'un ou plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées peut être réalisé. Dans ce cas, un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement ou mesure trimestrielle	Mesure annuelle pour le formaldéhyde

Fonctionnement au FOL (en période de fonctionnement) :

Cheminées	SO ₂	NOx	Poussières	CO	COV, HAP, métaux
1 – 3	Mesure semestrielle et estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles	Mesure trimestrielle	Mesure annuelle	Mesure annuelle	Mesure périodique annuelle et à chaque changement de combustible

Article 1 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018

[...]

III.-Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations existantes dans les délais mentionnés en annexe I. Les prescriptions auxquelles les installations existantes avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ministériel sont déjà soumises demeurent applicables jusqu'à l'application de dispositions plus contraignantes.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice :

-de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement. Ces prescriptions sont conformes aux dispositions de la directive 2015/2193 du 25 novembre 2015 susvisée ;

-des autres législations ainsi que des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés. [...]

Article 78 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018.

[...]

III. - La mesure en continu des NOx n'est pas obligatoire dans les cas suivants :

- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation à compter du 1er janvier 2016 ;
- pour les turbines ou moteurs ;
- pour toute chaudière enregistrée avant le 31 juillet 2002 ou qui a fait l'objet d'une demande d'enregistrement avant cette date pour autant qu'elle ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui n'est pas équipée d'un dispositif de traitement des NOx dans les fumées ;
- pour toute chaudière d'une puissance thermique nominale unitaire inférieure à 10 MW enregistrée avant le 1er novembre 2010 ;
- pour tout four industriel enregistré avant le 1er novembre 2010.

Dans ces cas :

- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation, une mesure semestrielle est effectuée ;
- pour toute chaudière d'une puissance thermique nominale unitaire inférieure à 10 MW enregistrée avant le 1er novembre 2010, une mesure semestrielle est effectuée ;
- pour les autres installations, une mesure trimestrielle est effectuée.

Au lieu des mesures périodiques prévues au présent alinéa, d'autres procédures peuvent, après accord du préfet, être utilisées pour déterminer les émissions de NOx. Ces procédures garantissent l'obtention de données de qualité scientifique équivalente.

[...]

Constats :

La chaudière n°2 n'a pas fonctionné durant l'année 2024 (voir fiche N°3: Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques).

Les chaudières n°1 et n°3 ont fonctionné toute l'année sauf durant les mois d'août et septembre.

Chaudières	Date des mesures			
	19/01/24	30/05/24	04/11/24	07/11/24
Chaudière n°1				
Chaudière n°3	23/01/24		20/11/24	

La fréquence de surveillance du paramètre CO est conforme, cependant la fréquence de surveillance du paramètre NOx n'est pas conforme à l'arrêté préfectoral du 03 juin 2019. Cependant, d'après l'article 1.III de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé, l'installation n'est pas soumise à des mesures trimestrielles mais semestrielles (article 78.III de l'arrêté ministériel du 03 août 2018).

Il n'est pas retenu de non-conformité et que la prescription préfectorale est inadaptée.

Type de suites proposées : Avec suites

N° 5 : Surveillance des rejets atmosphériques par un organisme extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 3.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques par un organisme extérieur
Prescription contrôlée : Article 3.2.4.2 Surveillance par un organisme extérieur des émissions atmosphériques Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins : Ces mesures sont réalisées annuellement.
Constats : L'exploitant a fourni le rapport de « Mesures des émissions atmosphériques » réalisé et rédigé par la société BUREAU VERITAS en date du 05 novembre 2024. Cet organisme est agréé. La précédente intervention avait eu lieu le 10 janvier 2024 et réalisée par la société APAVE. Cet organisme est agréé. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bacs de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Bacs de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2022
Prescription contrôlée : IV.-a) L'exploitant prend toute disposition appropriée pour protéger le sol et les eaux souterraines.
Constats : L'inspection a constaté à l'extérieur du bâtiment, la présence de deux contenants d'huile en provenance des moteurs de cogénération ayant été arrêtés. L'exploitant a expliqué que ces contenants vont prochainement être expédiés dans une entreprise spécialisée. Ces contenants n'étaient pas sur des bacs de rétention. Non-conformité : L'exploitant n'a pas mis sur rétention les huiles en provenance des moteurs de cogénération.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Consigne d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2014, article 7.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Consigne d'exploitation destinées à prévenir les accidents
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.3.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS La conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doit faire l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité qui doivent être rendues disponibles pour le personnel. Ces consignes prévoient notamment: <ul style="list-style-type: none">• les modes opératoires;• la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ;• les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;• les conditions de délivrance des permis de feux;les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité. Des procédures d'urgence doivent être établies et rendues disponibles dans les lieux de travail. Ces procédures doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none">• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables;• [...]• la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation ;• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours... (affichage obligatoire).
Constats : <u>I Conduite d'une installation</u> <u>1) Les modes opératoires</u> L'exploitant a fourni les procédures de démarrage et d'arrêt des chaudières ainsi que de la cogénération. Elles sont présentes dans le classeur de la chaufferie. La prescription contrôlée est respectée. <u>2) La fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation</u> L'installation ne possède pas de dispositif de traitement des pollutions. La fréquence de contrôle des dispositifs est assurée par l'exploitant avec un répertoire sur le réseau informatique, récapitulant tous les contrôles périodiques qu'il doit réaliser sur son installation. Il y a notamment les consignes suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le contrôle des disconnecteurs,- le prélèvement et analyse d'eau,- les mesures des émissions atmosphériques,- la thermographie infrarouge des installations (Q19),

- l'électricité - visite périodique + Q18,
- la foudre - vérification complète,
- l'étanchéité des réseaux gaz,
- les mesures de bruits.

Un logiciel est en cours de développement afin de mieux gérer ces contrôles.

La prescription contrôlée est respectée.

3) Les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux

L'exploitant utilise une application de GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur).

L'exploitant a également affiché les « Consignes générales d'exploitation et de sécurité d'une chaufferie Gaz » et pour une chaufferie Fioul. Les thèmes abordés sont :

- Sécurité du personnel (EPI, rappel consigne ATEX, habilitation...)
- Vérification du bon état de marche,
- Incidents de marche
- Contrôle et vérifications (flamme, allumage et mise à disposition des réseaux de distribution, cahier de chaufferie, contrôle de combustion, mise à l'arrêt et vérifications particuliers),
- Entretien - Contrôles,
- Dépannage - Secours.

L'exploitant a également présenté un plan de prévention associé à une autorisation de travail, à destination des sous-traitants.

Dans la chaufferie, un classeur comprend les documents suivants :

- Consignation d'une canalisation de gaz,
- Utilisation du VAT (Vérification d'absence de tension) - Procédure à suivre pour vérifier l'absence de tension.

La prescription contrôlée est respectée.

4) Les conditions de délivrance des permis de feux

L'exploitant a fourni à l'Inspection les conditions de délivrance des permis de feux.

La prescription contrôlée est respectée.

II Procédures d'urgence

1) Les mesures à prendre en cas de fuite

Dans la chaufferie, il est affiché les « consignes générales de sécurité » qui comprend les mesures à prendre en cas de fuite de gaz.

La prescription contrôlée est respectée.

2) La conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation

L'exploitant a envoyé par courriel, le 21 février 2025, la procédure d'arrêt d'urgence de la chaufferie ainsi que sa mise en sécurité.

La prescription contrôlée est respectée.

3) La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone

Dans la chaufferie, une fiche téléphonique répertoriant les personnes à appeler en cas de crise est affichée.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Travaux d'entretien et de maintenance de la tuyauterie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2014, article 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Travaux d'entretien et de maintenance de la tuyauterie

Prescription contrôlée :

Article 7.3.4 Travaux d'entretien et de maintenance

[...]

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité, qui sera réalisée sous la pression normale de service.

[...]

Constats :

L'exploitant a fourni le rapport de vérifications de l'état d'entretien et du bon fonctionnement des installations, en date du 19 août 2024. Le rapport indique que le contrôle d'étanchéité a été réalisé. Cependant une fuite de gaz au niveau de la vanne extérieure a été signalée.

Lors de la visite, l'exploitant a montré le livré chaufferie indiquant que le 04 novembre 2024 le problème de fuite de gaz a été résolu.

La prescription contrôlée a été acceptée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2014, article 7.3.3
Thème(s) : Situation administrative, Formation du personnel
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.3.3. FORMATION DU PERSONNEL Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Cette formation est annuelle et a une durée minimale d'une journée. Elle est assurée par un organisme ou un service compétent. Un document attestant de cette formation (contenu, date, durée, liste d'émargement) est gardé sur le site à disposition de l'Inspection de l'Environnement.
Constats : Il y a 5 personnes qui tournent sur les quatre sites dirigés par l'exploitant. L'exploitant a présenté le suivi et la liste des formations du personnel. Le personnel reçoit bien des formations liées à l'installation ainsi que les risques et conduite à tenir en cas d'incident et d'accident. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/02/2025, article R. 515-114 et R. 515-115
Et R.515-116

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

Prescription contrôlée :

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;[...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...]

Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>L'installation a été enregistrée sur le registre MCP. Le dossier a été déposé le 31/05/2021. Ce dernier est en cours d'instruction.</p> <p>Cependant, l'installation n'apparaît pas dans la liste disponible sur le site internet.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Démarrage et arrêt

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Démarrage et arrêt</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les procédures de gestion des phases de démarrage et d'arrêt sont présentes dans la chaufferie.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>